

## Réponse de la liste Vivre Ensemble aux questions de la Ligue des Droits de l'Homme

Questions	OUI	NON
1 – Vous engagez-vous à renforcer les services publics environnementaux, à vous doter d'un pouvoir de contrôle des opérateurs de l'eau, des déchets et de l'énergie, qu'ils soient publics ou privés ?	OUI	
<i>Observations : Tous ces points sont essentiels, déterminants pour notre engagement collectif. Ici à Die, cela implique un renforcement des dispositifs municipaux et de contrer toute velléité de privatisation (telle que portée implicitement par l'une des listes concurrentes). Mais cette défense implique aussi un engagement national au côté d'élus de gauche défendant ces mêmes valeurs. C'est la raison pour laquelle, avec une majorité de diois.es, nous soutenons l'action de notre députée, Marie Pochon.</i>		
2 – Vous engagez-vous à garantir le droit à une alimentation saine : respecter la loi Egalim qui prévoit une introduction de produits bios et locaux dans la restauration collective ?	OUI	
<i>Observations : Ici, il s'agit non seulement d'un engagement municipal, mais d'ores et déjà d'un engagement citoyen dans lequel plusieurs des personnes présentes sur notre liste sont de longue date engagées</i>		
3 – Vous engagez-vous pour une municipalité transparente et intègre ? Par exemple en publiant les critères d'attribution de l'ensemble des aides et subventions de la commune.	OUI	
<i>Observations : C'est là une condition indispensable d'une démocratie saine et éclairée. Comme nombre de nos concitoyens.nes, nous nous sommes indigné.es lorsque le gouvernement Borne a tenté de retirer son agrément à l'association Anticor.</i>		
4 - Vous engagez-vous à ne pas voter pour des sénateurs-trices du rassemblement national ou apparentés ?	OUI	
<i>Observations : C'est là l'une des premières motions de principe que nous avons voté à l'unanimité au sein de notre liste : non seulement nous considérons que ce parti est un danger pour la démocratie, mais si jamais, par malheur, ce parti et ses nouveaux alliés devaient accéder au pouvoir, en tant que municipalité nous nous opposerons à toutes directives contrevenant à la justice ou à l'universalité du droit</i>		